

Courrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS
 6 mois fr. 2.50
 un an fr. 5.00
 Départements et Etranger : le port en sus

Rédaction & Administration
 43, Rue du Tilleul, TOURCOING

INSERTIONS
 Annonces . . . la ligne, 15 cent.
 Réclames . . . id. 40 cent.
 Demandes d'emploi : id. 10 cent.

LE COURRIER DE TOURCOING est en vente :

au Débit de tabacs, Grand'Place
 au Débit de tabacs, rue de la Cloche, 31.
 chez M. Cyrille Vannesbus, libraire, rue de la Dime.
 chez M. Emile Vannesbus, libraire rue du Midi.
 chez M. Duquenois, débitant de tabac, rue d'Anvers.
 Aux Bibliothèques de la Gare (intérieur et extérieur).

LA PRÉSIDENTIE de la CHAMBRE

Le soleil s'est levé, retirez-vous étouffés !
 M. Henri Brisson n'est pas toujours, comme disait plaisamment Gambetta, une « volonte ». Il a voulu malgré tout, malgré son pieux échec de Paris, être député, il l'a été. Il veut aujourd'hui redevenir président de la Chambre ; s'il ne l'est pas encore, il est déjà l'unique candidat du « bloc » et il a imposé sa candidature avec une telle insistance que MM. Doumer, Etienne et Sarrien ont retiré la leur.
 Il est vrai qu'il n'a réuni que 170 voix au scrutin d'épreuve et que le 12 Janvier il pourrait bien y avoir des surprises.

Déjà on semble les craindre et s'en garder et M. Clémenceau notamment, après avoir constaté que la faiblesse de M. H. Brisson au Gouvernement lui avait aliéné bien des sympathies parmi les militants, déclare cependant qu'il doit demeurer l'unique candidat de la majorité.

Les journaux socialistes mènent aussi campagne pour le « père noble de draine romantique » que l'on croyait si bien passé de mode. Ils ne pouvaient évidemment songer encore à M. Jaurès.

Les hommes manquent dans le parti radical, qui ne se renouvelle pas, aussi est-ce avec lui que l'on peut toujours espérer redevenir quelque chose lorsqu'une fois on l'a été.

Il n'y avait de choix, dans ce milieu, qu'entre M. Henri Brisson et M. Sarrien, car ni M. Etienne ni même M. Doumer n'appartiennent, à proprement parler, au parti radical.

Or entre M. Brisson et M. Sarrien, il ne pouvait y avoir longue hésitation. M. Sarrien est, comme on a dit, un sous-officier renégat qui aura tous les galons excepté ceux d'officier. Il est trop effacé pour le premier plan et il manque de prestige, tandis que M. Brisson a de la gravité et fait réellement très bien au fauteuil présidentiel. Sa gravité, bien que du genre ennuyeux le rendait inévitable pour cette succession de M. Bourgeois.

Car si M. Sarrien manque de prestige, M. Doumer en a trop aux yeux des radicaux avancés et des socialistes. Ceux-ci s'en méfient et le tiennent observations sans bienveillance. Ils ne lui ont pas encore pardonné son départ pour l'Indo-Chine. Bref il est suspect et on n'a pas oublié la campagne de presse que mena contre

lui M. Jaurès très jaloux, comme on sait, de son autorité d'Eminence grise. Il trouvait que M. Doumer rentrant en France après avoir gouverné l'Indo-Chine n'avait pas suffisamment perdu cette habitude de gouverner.

D'ailleurs, M. Doumer a paru depuis s'absorber dans son rôle de président de la Commission du budget où, aimable et laborieux, il a fait merveille. Il attend son jour, une élection à la présidence de la Chambre l'aurait hâté, mais, par contre, un échec l'eût, pour longtemps peut-être compromis. C'est pourquoi il fut le premier, a-t-on dit à retirer sa candidature devant celle de M. Henri Brisson.

Cet exemple donné, il était bien difficile à M. Etienne de ne pas le suivre, d'autant plus qu'il a dans la majorité une situation un peu fautive, celle du lauréat égaré parmi les dragons, et ça se voit.

M. Etienne compte au Parlement et dans le monde politique de nombreuses sympathies. Il a beaucoup de cordialité dans ses rapports avec les personnes et réserve toute sa fougue pour la Tribune. Les coloniaux, qui sont turbulents, en ont fait leur chef de file. C'est là un appoint de crédit sérieux. Malheureusement le groupe politique qu'il préside dans le « bloc » ne paraît pas très sûr à la majorité et c'est pourquoi il est lui-même aussi suspect aux Jacobins que M. Doumer.

Il est du « bloc » sans doute et il a fait pour en rester de grands sacrifices, mais on ne s'en demande pas moins tous les jours quand il en sortira.

L'homme du fauteuil présidentiel est donc bien M. H. Brisson ; non-seulement il s'y désigne lui-même avec autorité mais tout l'y indiquait aussi du côté du « bloc ».

Cependant 170 voix ce n'est guère dans une Chambre si nombreuse, et puis il y a le secret du vote !

LA ROUYRAYE.

INFORMATIONS

— Les ministres présents à Paris se sont réunis mardi matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Loubet. Ginq d'entre eux étaient absents : MM. Marjolein, Vallé, Delcassé, Pellétan et Chaumié.

Le Conseil s'est occupé des questions soulevées pour la rentrée du Parlement qui doit avoir lieu mardi prochain 12 janvier.

A ce jour-là, a été fixé le prochain conseil et, en attendant, les autres ministres quittent aussi Paris. M. Combes est parti hier pour la Charente inférieure, M. Rouvier pour les Alpes-Maritimes.

Enfin le général André, va à Dijon où doit avoir lieu, samedi, le mariage de son fils.

— Pour l'élection à la présidence de la Chambre les députés de la majorité s'étaient réunis en réunion plénière avant de partir en vacances de fin d'année. Il s'agissait pour éviter les surprises et les compétitions de désigner un candidat unique. Sans contestation, ce candidat a été M. Henri Brisson, qui a réuni 170 voix au scrutin d'essai.

— La Fédération socialiste de la Seine vient d'exclure du parti M. Millerand, député de la Seine.

C'est une vieille querelle du parti socialiste intransigeant faite à l'ancien ministre de M. Waldeck-Rousseau. Voici à quel propos l'exclusion : le 29 Novembre dernier, M. Hubbard, député sur le bureau de la Chambre, une motion invitant le gouvernement à prendre l'initiative d'un accord international en vue de la limitation des armements. Tous les députés socialistes votèrent pour, sauf M. Millerand qui vota contre. M. Millerand pourrait en appeler de cette exclusion au Congrès général, mais il déclare qu'il l'accepte et qu'il n'en restera pas moins socialiste.

— Deux manifestations des amis de Gambetta, ont eu lieu dimanche aux Jambies, à l'occasion du vingt et unième anniversaire de sa mort.

— Le jury de la Seine a acquitté M. Yvetot, poursuivi comme signataire du « Nouveau Manuel du Soldat ».

— Les nobles auxquels le jury a obéi ne sont pas ceux que lui présent les ennemis de son ordre social. Les jurés ont été frappés de ce fait

que le signataire de l'ouvrage incriminé n'en était que le rédacteur. Son rôle, a-t-il lui-même déclaré, a été celui d'un simple « larbin ».

D'autre part, ils ont été sensibles à l'argument qu'un témoin, M. Urbain Gohier leur a présenté quand il leur a fait remarquer que les idées émises dans le « Manuel du Soldat » des Bourses du Travail ont été proclamées, et même chantées, par les gros personnages, comme M. Jaurès et qu'elles l'ont conduit à la Vice-présidence de la Chambre au lieu de le conduire en prison.

— La princesse Lotitia Wilhelmine Bonaparte qui vient de mourir était surtout connue dans le monde, dans les lettres et dans les arts où elle a tenu une grande place, sous le nom de princesse Mathilde.

Elle était née, le 27 mai 1820, à Trieste, son père était Jérôme Bonaparte, ancien roi de Westphalie, le plus jeune des frères de Napoléon 1^{er}, et sa mère la princesse Catherine de Wurtemberg, de sang royal et ancien.

Elle était la sœur de Napoléon III et le cousin germain de Napoléon III qui n'eut tenu qu'à elle d'épouser. Mariée en 1840 au prince russe Demidoff de San Donato, elle se sépara de celui-ci trois ans et demi après et s'en vint vivre à Paris qu'elle n'a plus quitté.

— Sait-on combien la promotion des décorations académiques que vient de publier le Journal officiel comprend de titulaires ? 7 400 officiers de l'Instruction publique et 3 400 officiers d'Académie !

— L'explorateur Otto Nordenskjöld, retrouvé dans les terres antarctiques par l'expédition argentine de l'Uruguay est arrivé mardi à Boulogne-sur-Mer, à 2 heures 25 du matin, à bord du Tjiska.

Le maire et le président de la Chambre de Commerce sont allés rendre visite à l'explorateur. Celui-ci a été très touché de cet hommage.

Le Tjiska a fait route pour Hambourg dans la soirée.

— La semaine dernière, à Chicago, un magnifique théâtre — le Théâtre Iroquois, — récemment construit sur le modèle de notre Opéra-Comique, a été la proie des flammes au cours d'une représentation. Il a eu plus de 600 victimes. C'est la plus grande catastrophe de la suite d'incendies de théâtre qui ait eu encore à enregistrer et pourtant la négligence de ce genre d'accidents est longue et ingénu. Il faudrait des pages pour raconter dans tous ses dramatiques détails l'épouvantable événement.

— On ignore en général que la Russie possède un trésor de guerre destiné à servir en cas de mobilisation soudaine. On l'évalue à 1 milliard de roubles ! Au lieu d'être enterré, comme celui des Allemands à Spandau, dans une tour inaccessible, le trésor de la Russie est gardé à Saint-Petersbourg, mais on ignore où, affirme « Le Rappel ».

— Tandis que le monde officiel, aussi bien à Tokio qu'à St-Petersbourg, reste optimiste, les nouvelles plus alarmistes sont répandues dans les journaux du Japon et dans la presse anglaise.

Cependant à Londres on a autant d'intérêt à refréner les velléités belliqueuses du Japon qu'on pourrait en avoir à Paris à mettre une sourdine à celles de la Russie.

Dans tous les cas, le gouvernement japonais ne suit pas l'opinion. Il ne veut pas la guerre et comme la Chambre japonaise est dissoute, qu'il n'y aura pas d'élections avant trois mois, il a la partie belle pour arranger d'ici là bien des choses.

Nous lisons dans la République Française :

Les gouvernements étrangers ne perdent décidément pas une occasion de témoigner le mépris que leur inspire la politique de M. Combes.

On se souvient de la visite des parlementaires à Londres, l'été dernier. Pendant une séance de la Chambre des Communes, à laquelle ils assistaient, le ministre anglais des affaires étrangères avait déclaré à leur face « qu'il ne croyait pas qu'une loi telle que la loi de 1901 sur les Associations fût possible dans la libérale Angleterre ».

Hier, c'était le ministre de la justice de Belgique qui caractérisait aussi durement l'âme sectaire du Bloc.

Voici à quelle occasion : Le prince de Croÿ est propriétaire à Avallon d'un local où est installée une école que le gouvernement a voulu faire fermer comme établissement congréganiste. Une commission rogatoire avait été adressée par le juge d'instruction d'Avallon à la chancellerie pour qu'elle fût transmise en Belgique à l'effet d'interroger le prince de Croÿ.

Mais cette commission rogatoire ne fut pas dossier, et elle figure actuellement au dossier avec la mention ci-après :

« Les lois sus visées de 1901 et 1902 pouvant être considérées par les autorités étrangères comme ayant un caractère politique, M. le garde des sceaux a décidé qu'il n'y avait pas lieu de provoquer l'exécution du mandat judiciaire dont il s'agit ».

Cette appréciation si modérée, mais si exacte de la « Campagne laïque », est une condamnation sans appel. Félicitons la justice belge.

REVUE POLITIQUE

La politique chôme : les ministres ont quitté Paris et la plupart, fuyant la brume, se rencontrent au soleil de la côte d'azur.

M. Combes, lui, s'est retiré à Fons pour savourer plus à son aise, dans le recueillement de sa maison de province, les étrennes qui lui sont offertes par « quelques collaborateurs immédiats autorisés par lui, dit le réclame du libraire, à publier ses discours ». Le volume qui paraît aujourd'hui, a pour titre : « Une campagne laïque », et, comme fronton au monument élevé à la gloire du maître passager de nos destinées, une préface de M. Anatole France, 6 ombres sardoniques du professeur Bergeret et de Jérôme Coignard !

Sous ce lourd amoncellement de pavés, on découvrira un jour les restes oubliés d'un homme politique et, quand, on recherchera à les identifier, on s'apercevra qu'au lieu du grand homme dont on croyait préparer l'apothéose, on a enterré M. Homais, aussi vulgaire que le Homais de Gustave Flaubert, et, par surcroît, malaisant dans sa fréquence anti-cléricale.

Le chômage de la politique n'est, d'ailleurs, qu'une trêve, la guerre reprendra demain ou plutôt le semaine prochaine, à la rentrée des Chambres.

On a évoqué dimanche aux Jardies, pour le vingt et unième anniversaire de la mort de Gambetta, les grands noms des meilleurs ouvriers de la fondation de la République : Gambetta, Jules Ferry, Challemel-Lacour et Spullier, et rien que cette évocation était la critique la plus amère qu'il se pût des actes du gouvernement actuel qui, bien loin de réaliser le rêve que Gambetta et ses amis avaient de reconstruire tous es Français dans la République, contribue, au contraire et comme à plaisir, à creuser davantage le fossé qui sépare les partis, à accentuer les divisions, à déchirer la patrie.

Lequel, en effet, de Gambetta, de Jules Ferry, de Challemel-Lacour, de Spullier approuverait cette politique inférieure, sectaire et haineuse après l'avoir déchaînée ?

Poser la question, c'est la résoudre et cependant on voit les gens du « bloc » chercher à mettre la main sur ces grandes mémoires comme pour en faire leur pavillon !

En attendant de revoir à l'œuvre ces faussaires de l'idée républicaine, on discute fort sur l'élection du président de la Chambre qui doit avoir lieu mardi prochain 12 janvier.

Le candidat du « bloc » désigné avant les vacances est, comme on sait, M. Henri Brisson, mais il n'a réuni que 170 voix au scrutin d'essai et c'est peu sur un chiffre de 585 députés. Aussi a-t-on peur des surprises du scrutin.

Pour les éviter, M. Jaurès avait trouvé le bon moyen. Il proposait le scrutin public grâce auquel le Comité directeur dispose à son gré des voix du « bloc ». Mais on n'a pas osé aller jusqu'à l'application de ce procédé de chantage à une élection.

On ne craint pas précisément qu'une autre candidature fasse échec à celle de M. Henri Brisson, mais on redoute, et non sans raison, il semble, que le mandat du « bloc » ne soit épuisé qu'à une majorité désirée.

Aussi mène-t-on vivement la campagne en sa faveur dans les journaux de la coalition.

On voit bien par cette inquiétude que la barbe austère de M. Henri Brisson est quelque peu démodée, cependant on a pas trouvé mieux. Les hommes manquent dans le parti radical qui ne se renouvelle pas. Aussi, avec ce parti, on peut toujours espérer redevenir quelque chose lorsqu'on l'a déjà été. C'est même pourquoi la candidature de M. Henri Brisson se présentait un peu comme la carte forcée.

D'ailleurs M. Henri Brisson a la gravité majestueuse qui convient au fauteuil présidentiel du moment que l'on se résigne à voter celui-ci au genre ennuyeux.

CHRONIQUE LOCALE TOURCOING

Aux Sœurs de St-Thérèse

Quelques jours avant la nouvelle année, notification a été faite aux Sœurs de Sainte-Thérèse du rejet de leur demande en autorisation. Comme aux condamnés, on leur a laissé quelques jours de répit pour quitter leur établissement de la rue du Cinq-ou-à-ciles ont vécu en faisant le bien et en instruisant les enfants de Tourcoing. De ce fait plus de trois cents enfants se trouveront sur le pavé ou obligés de peupler les écoles officielles. Cette nouvelle frappe au plein cœur le vénérable doyen de Notre-Dame, qui en signe de deuil, s'imposa le sacrifice de ne pas recevoir les souhaits de ses paroissiens à l'occasion du renouvellement de l'année.

Fidèles au programme de l'U. S. et P. en tête duquel est inscrit en grosses lettres le principe de la liberté pour tous les citoyens, nous protestons de la façon la plus énergique contre ces attentats, et nous adressons à ces dignes Sœurs avec nos souhaits d'un prompt retour, les remerciements que tout citoyen doit à ceux ou à celles qui lui ont rendu service.

Nous rendons responsables de ces expulsions tous les électeurs qui sont restés sourds à notre voix et qui ont préféré à un candidat loyalement libéral, un sectaire doublé d'un hypocrite.

A celui-ci, nous nous contenterons de dire que son étoile pâlit et que nous emploierons toute notre énergie pour éteindre la faible lueur qu'elle projette encore.

Grâce à la diffusion du Courrier, Monsieur le Député-Maire a perdu de ses assurances, ses actes sont passés au crible d'une scrupuleuse critique, et bientôt il sera connu tel qu'il est.

Les paysans, les ouvriers, les savants, les illettrés, les puissants et les humbles, tous sauront que, si les Sœurs de la Providence, de la Sagesse, de Sainte-Thérèse ont été chassées ; si bientôt les Frères des écoles chrétiennes, les Sœurs de Notre-Dame des Anges, de la Sainte-Union, les suivants sur la terre d'exil, c'est le Député-Maire de Tourcoing, Monsieur Dron qui en porte la responsabilité car il a converti ces iniquités par son vote.

Ici à Tourcoing, il cherche à donner le change par ses coups de chapeau et ses faux airs de démocrate, mais nous le démasquons, dussions-nous essayer les reproches de certains soi-disant amis politiques, dont la veulerie égale la naïveté, et qui laissent de croire que cet homme-là n'est pas aussi aubieuf qu'on le dit.

Nous l'avons vu à l'œuvre nous, nous l'avons jugé par ses actes tant politiques qu'administratifs, et nous avons acquis la conviction qu'il a pris rang parmi ceux qui ont juré d'extirper l'idée religieuse du cœur de nos enfants. C'est une raison suffisante pour que nous nous mettions en garde contre ses coups.

AFFREUX CAUCHEMAR

Le babouin de l'Asvenir est bien à plaindre depuis qu'il est broillé avec le Central, il ne mange plus, ne dort plus, et si par hasard, ce qui est rare, il lui arrive de fermer les yeux, d'affreux cauchemars hantent son cerveau. C'est ainsi que dans la matinée du 31 Décembre dernier, alors qu'il n'avait pas bougé de chez lui, il raconta à qui voulait l'entendre, que revenant de chez le Député-Maire, il avait vu, de ses yeux vu, un Monsieur correctement vêtu, faire les cent pas dans la rue des Piais. Selon lui, ce personnage n'était autre que son ennemi, et ne pouvait être que lui. Pour s'en débarrasser il eut la géniale inspiration de se maquiller dès le lendemain, à cet effet, il se lava, se reléva, et quand cette opération terminée, entre toute, fut achevée, il fut tout transformé au point que ses sous-rédacteurs ne le reconnurent pas. Mais le lendemain qui était le 1^{er} Janvier, ce fut bien autre chose, un coup de foudre tira un volonte, pour annoncer le renouvellement de l'année le